

Impact du Covid-19 sur l'économie saoudienne

1. L'Arabie saoudite, première économie du Moyen-Orient grâce à sa rente pétrolière

Avec un PIB de 782 milliards USD en 2019, **l'Arabie saoudite est la première économie du Moyen-Orient et la 18ème au niveau mondial**, contribuant pour près de 50% au PIB cumulé des pays du Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe (CCEAG). Le Royaume doit principalement sa richesse au pétrole, dont il est le premier exportateur et le second producteur dans le monde. L'Arabie saoudite détient 18% des réserves mondiales prouvées de pétrole.

Le **secteur pétrolier a représenté en 2019, 31% du PIB et près de 80% des recettes d'exportation**. **L'année 2019 s'est soldée par une croissance économique atone de +0,3%**, après une croissance de +2,4% en 2018. En 2019, le PIB du secteur pétrolier a enregistré une contraction de -3,6%. En contrepartie, le PIB « hors hydrocarbures » a enregistré une croissance de 3,3%.

2. Plans de soutien à l'économie et mesures de rigueur budgétaire pour faire face à un déficit annoncé à deux chiffres

En 2020, la conjoncture économique s'est fortement dégradée, sous l'effet de l'effondrement des prix du pétrole, début mars, et des mesures sanitaires pour maîtriser la propagation du Covid-19. Dans ses perspectives économiques mondiales actualisées à juin, **la Banque mondiale prévoit une récession de -3,8% pour l'Arabie saoudite en 2020** et une prévision de rebond de +2,5% pour 2021. La prévision de croissance du FMI actualisée mi-avril était de -2,4% pour 2020.

Le plan de soutien à l'économie adopté dès le mois de mars par les autorités saoudiennes en réponse à la pandémie du Covid-19 a atteint **48 milliards USD** pour le moment, soit environ **6% du PIB du pays**. Ambitieux, ce programme vise à stabiliser le système financier, à assurer le financement des PME et à protéger la liquidité des entreprises.

Malgré ces plans de relance, le déficit budgétaire de 2020 va fortement augmenter, en raison de la hausse des dépenses et des fortes baisses des revenus pétroliers. Dans ce contexte, **des mesures de rigueur budgétaire** ont été annoncées début mai :

- **réductions de près de 10% des dépenses prévues au budget (27 milliards Mds USD),**
- **triplément du taux de la TVA de 5% à 15% à partir du 1er juillet 2020**
- **suppression, à partir du 1er juin, de l'allocation mensuelle de coût de la vie (267 USD) versée aux 1,5 million salariés saoudiens de la fonction publique.**

L'augmentation de droits de douane sur un nombre très important de lignes tarifaires entrée en vigueur le 10 juin s'ajoute à ces mesures. La reprise de la consommation sera pénalisée par l'ensemble de ces mesures avec un risque réel de pressions inflationnistes.

Selon les analystes, le déficit budgétaire 2020 pourrait atteindre entre 12 à 15% du PIB. Le Royaume dispose cependant des capacités pour financer un tel niveau de déficit : en révisant à la hausse ses émissions de dette et en puisant dans ses importantes réserves en devises du pays qui représentent près de 60% du PIB (450 milliards Mds USD). Le PIF, fonds souverain saoudien, dispose par ailleurs de près de 350 milliards d'actifs sous gestion.

3. La Vision 2030 et les méga-projets du Royaume

Les réductions de dépenses vont affecter certains projets d'infrastructures de transport et peser sur le secteur de la construction. Les programmes d'infrastructures dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'eau et de l'environnement, mis en œuvre sous forme de schémas d'investissements privés semblent épargnés par les réductions de dépenses.

La « **Saudi Vision 2030** », programme de transformations économiques et sociales lancé en 2016, visant à réduire la dépendance au secteur pétrolier et à diversifier l'économie, en particulier dans le tourisme et les loisirs, les industries innovantes et le secteur manufacturier, pourrait voir son rythme de mise en œuvre ralenti. A ce stade, **les méga-projets (Qiddiya, Red Sea, Amaala et Neom)**, dont le financement est assuré par le PIF et non par le budget de l'Etat, paraissent à ce stade **préservés et les appels d'offres se poursuivent**.

La **possible annulation du pèlerinage du Hajj**, fin juillet, source importante de revenus, pourrait avoir un impact important sur le tissu économique de la région de La Mecque.